

GRENOBLE

Jusqu'à l'élection présidentielle, chaque semaine, notre rédaction va à la rencontre des Isérois et les interroge sur des sujets au cœur de leurs préoccupations, de leur quotidien, de leurs réflexions. Sixième volet aujourd'hui : l'immigration est-elle une solution pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre ? Nous avons rencontré ces entrepreneurs isérois, en mal de main-d'œuvre, qui, pour la plupart, voient l'immigration comme une chance.

Personne, ou presque, ne manque à l'appel. Face à la pénurie de main-d'œuvre, les entreprises iséroises sont régulièrement impactées, quel que soit le secteur d'activité. Restauration, BTP, artisanat, sécurité, aide à domicile... De nombreux employeurs sont confrontés à ce problème. Et la question du recours à l'immigration revient régulièrement sur la table, pour pallier ce manque de ressources.

C'est le cas notamment de Laurent Marmonier. Maçon à Poliénas, il concentre l'essentiel de son activité dans la réhabilitation de bâtiments, avec un secteur privé où la demande est forte. « On a un vrai problème de recrutement, notamment du personnel qualifié ». Lui comme d'autres aimeraient voir les mesures s'assouplir pour pouvoir former et embaucher de la main-d'œuvre venue de l'étranger, faute de possibilités sur le marché français. « Vendredi dernier, on avait une commission patrimoine, environnement et transition énergétique au sein de la Capeb

Isère (Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment, dont il est le co-président, NDLR). Sur huit présents, sept étaient volontaires pour embaucher les migrants ».

Des besoins et des obstacles

Dans le transport, c'est le même combat. Délégué régional pour l'Isère et le Rhône pour la Fédération nationale des transports routiers (FNTR), Jacques Sorlin évoque « la recherche de 4 000 conducteurs pour la région. On laisse des camions dans les cours faute de conducteurs, alors que la demande est là. On essaie de travailler sur notre image, mais si on n'arrive pas à avoir de main-d'œuvre ici, le choix se résume à mettre la clé sous la porte ou recruter ailleurs. Donc oui, recruter des travailleurs étrangers est l'une des solutions... s'ils sont en règle. »

Et c'est bien là l'une des problématiques majeures. Car faire appel à l'immigration demande souvent de jongler entre les démarches administratives et les autorisations – ou non – de l'État (et donc de la préfecture). À Poliénas, Laurent Marmonier a souhaité faire appel à un jeune travailleur immigré il y a deux ans. Refus de la préfecture.

Dans le secteur de l'aide à do-

micile, en manque criant de personnel, la question du recours à l'immigration s'est reposée il y a peu du côté de l'ADMR Isère (Aide à domicile en milieu rural).



Dans ses restaurants, Pierre Pavy fait régulièrement appel à une main-d'œuvre étrangère, avec diverses situations administratives, pour faire fonctionner correctement ses établissements. Archives photo Le DL/Jean-Benoît VIGNY

« Mais on se retrouve face à deux problématiques », note Amélie Pocard, directrice adjointe de la fédération iséroise. « Il faut avoir un minimum de niveau en français pour pouvoir s'entretenir avec les gens visités, mais aussi

« Il faut se rendre à l'évidence, on ne voit arriver aucun CV sur la table »

Comme pour Danièle Chavant, à la tête de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie de l'Isère (Umih38), qui,

« Ces gens-là ne sont jamais absents, ils ont envie de travailler. Il faut se rendre à l'évidence, on ne voit arriver aucun CV sur la table. Il manque du monde partout, il faut bien trouver une solution, alors ouvrez les portes

L'immigration vue d'un bon œil par les entreprises

malgré « une pénurie énorme », préfère « retravailler sur la grille des salaires, repenser la profession » en espérant séduire à nouveau une main-d'œuvre locale, plutôt que de se tourner vers celle étrangère « qui demande trop de lourdeurs administratives ».

Un point de vue que ne partage pourtant pas Pierre Pavy. Le restaurateur, à la tête de plusieurs établissements à Grenoble, fait travailler des immigrés, pour éviter de se retrouver en sous-effectif.

de vos entreprises aux immigrés ! Le problème, c'est que très souvent, la carte de séjour de ces gens-là n'est pas assortie d'une possibilité pour pouvoir travailler ». Mais l'entrepreneur de 72 se veut optimiste : « La préfecture est consciente de cette pénurie de main-d'œuvre. Je pense qu'elle serait prête à regarder de façon plus douce ces dossiers, si derrière il y a une promesse de formation ou d'embauche ».

Benoît LAGNEUX

« On recherche 4 000 conducteurs pour la région. Si on n'arrive pas à avoir de main-d'œuvre ici, le choix se résume à mettre la clé sous la porte ou recruter ailleurs »

Jacques Sorlin, délégué régional pour l'Isère et le Rhône pour la Fédération nationale des transports routiers



Sinistré, le secteur des transports ne trouve plus en France la main-d'œuvre dont il a besoin. Archives photo Le DL/Marc GREINER

Ils sont retraités, salariés, chef de service, guide, travailleur, étudiant, comptable, opticien chargé d'affaires, professeur... Des femmes, des hommes, de l'Ardèche, de la Drôme, du se, de l'Isère, des Hautes-Alpes et des deux Savoie... 27 représentants de nos territoires, qui ont accepté de devenir grands témoins de l'élection présidentielle pour *Le Dauphiné Libéré*.

En s'associant au travail de nos rédactions durant les mois qui précèdent le premier tour du 10 avril 2022, ils pourront nous apporter leur avis sur notre journal, (tous les mardis) et sur notre site internet, et leurs idées, leurs opinions et leurs sentiments sur les thèmes qui traversent la campagne. Débattre, témoigner, donner leur avis, les propositions de tel ou tel candidat. Certains d'entre eux pourront même être amenés à rencontrer les candidats dans le cadre de « Face aux candidats » que nous organiserons.

La liste de nos 27 panélistes

- AIN : Christelle Bouvier, 50 ans ; Philippe Guérin, 67 ans
- Hautes-Alpes : Julien Faisant, 43 ans ; Michel Baudry, 67 ans
- Ardèche : Lucas Aunave, 22 ans ; Serge Monchaud, 58 ans ; Alain Mezaiti, 54 ans
- Drôme : Pierre Bonnet, 67 ans ; Valérie Besseyre, 37 ans ; Jean-Luc Forand, 29 ans ; Michel Romain, 68 ans ; Ingrid, 42 ans
- Isère : Élise Cuenot-Hodister, 32 ans ; Frédérique, 49 ans ; Pierre Savignat, 71 ans ; Romain Barrioz, 31 ans ; Jean-Luc Verger, 21 ans ; Cynthia Calmejane, 34 ans ; Perrine, 26 ans
- Savoie : Sylvain Gobbo, 46 ans ; José Crépy, 61 ans
- Haute-Savoie : Christian Bailly, 72 ans ; Samy, 49 ans ; Kevin Muffat-Meridol, 20 ans ; Sophie Colbaut, 49 ans
- Vaucluse : Adrien Vogel, 23 ans

ROMAIN, L'UN DE NOS GRANDS TÉMOINS

« Il faut remettre les Français au travail »

Romain Barrioz, restaurateur de 31 ans, habite à Saint-Jean-de-Bournay. Il est contre le recours à l'immigration pour pallier le manque de main-d'œuvre. « Si on avait un taux de chômage très bas, quasi nul, on pourrait se poser cette question, mais ce n'est pas le cas », insiste-t-il. Pour lui, il faut donc d'abord faire appel aux personnes de nationalité française sans emploi. « Quand tous les chômeurs actuels, les personnes en temps partiel et les travailleurs précaires bosseront 35 ou 39 heures par semaine minimum, on pourra envisager de faire appel à l'immigration », insiste Romain Barrioz.



Pour Romain Barrioz d'abord inciter les Français au travail de nationalité française. Le chômage à travailler d'avoir recours à l'immigration.

Revaloriser les salaires pour créer de l'attractivité

Pour ce travailleur indépendant, en France « on fait beaucoup trop de social ». Lui souhaiterait revaloriser les salaires et inciter les gens à travailler. « Pour cumuler des droits, on n'a pas besoin de travailler énormément, c'est ça qui est problématique », estime Romain Barrioz. Il plaide également pour rallonger la durée de cotisation qui permet d'ouvrir des droits et pour mettre en place plus rapidement une dégressivité des allocations.

lui-même parfois et embaucher des jeunes dans la restauration, les week-end en rebrousse-poil d'un. « Que ce soit dans le secteur d'activité, n'importe quel métier, main-d'œuvre est disponible ici, assure-t-il. Il faut inciter les gens au travail en leur montrant que ça vaut la peine ». Des salaires attractifs pourraient, selon lui, les inciter à travailler.

Avant la crise sanitaire, il a

Propos recueillis par Tina...

Si vous étiez président, quelle serait votre première mesure concernant le travail et l'emploi des étrangers ?

« Un effort important à faire sur la formation »



Photo Le DL/Serge MASSÉ

Joël Davias, 62 ans, moniteur éducateur fonction publique hospitalière, Claix
« Pour l'emploi des étrangers, c'est un effort important sur la formation que je mettrais en place. Ces personnes ont besoin de se former pour trouver un métier et s'intégrer dans notre société ».

« C'est dans l'intérêt de notre nation »



Photo Le DL/Serge MASSÉ

Céline Vial, 52 ans, monitrice éducatrice, Froges
« Pour permettre aux étrangers de trouver du travail, il faut leur rendre accessibles tous les métiers. Pour cela, il faut faciliter l'apprentissage du français et du droit. Il faut aussi s'assurer que

« Simpliste de corrélérer chômage et immigration »



Photo Le DL/Xavier MÉZERETTE

Olivier Duport, 66 ans, charpentier, Oris-en-Rattier
« Il faut que les immigrés aient les mêmes droits que les autres citoyens que ce soit pour le travail, la santé, l'éducation ou le logement. Il est simpliste de corrélérer les problèmes du chômage

« Lutter contre le travail illégal »



Photo Le DL/Christian ROCHER

Pierre Messina, 70 ans, retraité, Saint-Quentin-sur-Isère
« Tous devraient être logés à la même enseigne : pas de passe-droit pour les travailleurs européens ! Il faut aussi diminuer le coût et les procédures pour l'embauche d'un ressortissant étranger. Le

« Ne plus exiger de titre de séjour »



Photo Le DL/Agnès BERNÈS

Fabien Finet, 34 ans, agent de surface, Allevard
« Si j'étais élu président, la première mesure concernant le travail et l'emploi des étrangers que je prendrais serait de ne

L'immigration, facteur de croissance

En l'abordant surtout sous le prisme identitaire et sécuritaire, les politiques font l'impasse sur l'enjeu économique de l'immigration alors que des secteurs manquent de personnel.

L'immigration est un des thèmes dominants de la campagne présidentielle : 38 % des Français disent qu'ils y attachent de l'importance au moment d'aller voter, d'après le dernier baromètre OpinionWay-Kéa Partners. L'immigration hystérise le débat politique car elle est surtout abordée sous l'angle identitaire, une vision réductrice qui fait l'impasse sur sa dimension économique. Les patrons sont les premiers à dire que la France ne pourra pas se passer d'immigrés dans les années à venir. « La France est à 7 % de chômage. On ne peut pas imaginer ne pas avoir de main-d'œuvre étrangère quand on arrivera à 4 % de chômage - dans certaines régions on y est déjà - si on veut de la croissance, explique Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, début janvier sur *France Inter*. Si on décide d'un quota d'immigration chaque année, le job des chefs d'entreprise, c'est d'intégrer les immigrés. Il n'y a pas de meilleure

façon de s'intégrer dans un pays que d'y travailler ». Les immigrés ont montré qu'ils étaient indispensables pour faire tourner le pays pendant le premier confinement : ils représentaient un quart des travailleurs essentiels et 30 % des emplois de « première ligne » (hôpital, caisseries, livreurs) en Ile-de-France.

« La France mal placée dans la course aux talents »

La brusque reprise économique qui a suivi la récession de 2020 a accentué la pénurie de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs. Les pans de l'économie qui souffrent le plus comme le bâtiment, l'hôtellerie-restauration et l'agriculture sont aussi ceux qui faisaient le plus appel à des travailleurs immigrés avant la crise. Pour Geoffroy Roux de Bézieux, l'exemple du Royaume-Uni, qui s'est privé des travailleurs de l'Union européenne après le Brexit, doit servir de leçon. « Outre-Manche, plus d'un million d'emplois ne sont pas pourvus. Cela commence à peser sur la croissance et la création de richesse. » Le Conseil d'analyse économique (CAE), un cercle de réflexion chargé d'éclairer les choix du gouvernement, expli-

que que la France a besoin d'une immigration qualifiée pour sa croissance. « Après plus de 30 ans de politique restrictive, nous sommes très mal placés dans la course mondiale aux talents », déplore une note publiée en novembre 2021, critiquant une immigration française repliée sur la famille et l'asile. Le CAE est favorable à une réforme de fond de la politique d'immigration « inspirée des systèmes à points qui ont fait leurs preuves, notamment au Canada ».

« Il faut repenser l'immigration comme une contribution positive, en accueillant des immigrés, notamment qualifiés, en plus grand nombre et en renforçant la diversité des origines, explique Hillel Rapoport, économiste à l'Université Paris 1, qui a étudié les flux récents d'immigrés. La contribution des immigrés à l'accroissement du stock de travailleurs qualifiés n'a été que de 3,5 % en France, contre plus de 10 % au Royaume-Uni, en Australie ou au Canada et près de 7 % aux États-Unis ou en Suède. »

La France aurait donc tout intérêt à revoir sa politique d'immigration, mais la campagne présidentielle actuelle n'offre pas le climat serein nécessaire.

Luc CHAILLOT



Les secteurs qui souffrent le plus de pénurie de main-d'œuvre comme le bâtiment sont aussi ceux qui faisaient le plus appel à des travailleurs immigrés avant la crise. Photo Julio PELAEZ

CE QU'EN DISENT LES SPÉCIALISTES

« C'est une illusion, il faut revaloriser les salaires »

Jean-Thomas Lesueur Directeur général de l'Institut Thomas More



Photo DR

La France a-t-elle besoin de l'immigration pour répondre à un manque de main-d'œuvre ?

« Je ne suis pas partisan de l'immigration zéro, mais c'est une illusion de considérer que l'état du marché du travail justifie le recours à l'immigration. La faible qualification globale de la population immigrée favorise un faible taux d'emploi. Le taux de chômage des immigrés (15,7 %) est deux fois supérieur à celui des Français (7,8 %). Le grand argument c'est de dire que les immigrés occupent des emplois dont les Français ne veulent pas, mais il ne tient pas. Il faut revaloriser les salaires. On intéresserait plus les Français à des emplois de vigiles ou d'aides-soignants s'ils étaient plus attractifs. »

La France a besoin de « talents », mais est-elle assez attractive ?

« Si on veut faire venir les meilleurs comme le Canada, il faut refonder complètement l'immigration étudiante. Elle est inadaptée et sert même parfois de filière d'immigration clandestine comme on le voit avec des étudiants chinois. »

Les difficultés d'intégration sont-elles un obstacle ?

« Il n'y aurait pas de sujet migratoire sur les flux si on était une société harmonieuse où l'intégration et l'assimilation fonctionnent bien, ce qui n'est plus le cas depuis une vingtaine d'années. La question du nombre se pose désormais devant l'immense difficulté de la machine scolaire et de la machine économique à intégrer les nouveaux venus. »

« La France a besoin d'une immigration de travail »

Emmanuelle Auriol Économiste à la Toulouse School of Economics



Photo DR

La France a-t-elle besoin de l'immigration pour répondre à un manque de main-d'œuvre ?

« Oui, car 50 % des entreprises cherchent des salariés après la crise sanitaire et plus de 100 métiers sont en tension. Il faut une immigration de travail pour répondre à cette pénurie de main-d'œuvre qui freine la croissance. C'est un problème structurel. Il y avait déjà des tensions sur le marché du travail avant la crise du Covid-19. »

La France est-elle assez attractive ?

« Cinquante ans de politique migratoire très restrictive ont terni l'image de la France. L'immigration intra-européenne est faible (30 % de l'immigration contre 60 % en Allemagne). La France est dix-neuvième dans les classements internationaux sur l'attractivité alors qu'elle est la sixième puissance économique mondiale. Il faut changer de logiciel. Le fait de s'être fermé à l'immigration qualifiée a des conséquences dommageables car les immigrés qualifiés créent des entreprises et apportent de l'innovation. »

Les immigrés tirent-ils les salaires vers le bas ?

« Non, c'est le contraire. Les études sérieuses montrent que les immigrés ne créent pas de pression à la baisse sur les salaires. L'immigration économique crée de la croissance. Elle a un effet positif à la fois sur les salaires et l'emploi des Français de même niveau de qualification qui accèdent à des emplois plus sophistiqués. »

L'artisanat et l'agriculture manquent de main-d'œuvre

Avant la crise, 700 000 emplois étaient non pourvus dans le secteur de l'artisanat et de nombreuses petites entreprises cherchaient en vain un repreneur. Selon Bernard Stalter, président du réseau national des chambres de métiers et de l'artisanat, la réforme de l'apprentissage ne suffira pas à combler le manque de main-d'œuvre immigrée lors de son audition à l'Assemblée nationale, en citant l'exemple du Centre de formation d'apprentis (CFA) de Gap qui a intégré 70 migrants sur 500 apprentis. En janvier 2021, Stéphane Ravacley, un boulanger de Besançon, avait entamé une grève de la faim pour s'opposer à l'expulsion de son apprenti guinéen, le seul à vouloir travailler dans son métier. Il a créé depuis l'association « Patrons solidaires ». Un autre artisan, le patron d'une blanchisserie de Lozère est à son tour en grève de la faim contre l'expulsion d'un de ses salariés, un Marocain. Les réfugiés dont les qualifications et les expériences sont reconnues ont également des parcours d'insertion professionnelle chaotiques. Depuis 2017, le programme Hope en a formé 5 000 dans des métiers en tension (bâtiment, industrie, services). Les trois quarts ont un emploi en sortie de formation et sont en CDI après six mois. Les employeurs veulent que les candidats passent à la vitesse supérieure. L'agriculture fait aussi partie des secteurs en tension, rappelle Jérôme Volle, vice-président de la FNSEA. Chaque année, 100 000 saisonniers étrangers comblent le manque de bras. Les producteurs sont inquiets à cause des restrictions liées à la pandémie, alors que les métiers agricoles manquent d'attractivité.

CHEZ NOS VOISINS

En Allemagne, la nouvelle coalition annonce une politique « à la hauteur d'un pays d'immigration moderne » et répondant aux besoins de main-d'œuvre, alors que l'Agence fédérale pour l'emploi estime que le pays devra accueillir 400 000 immigrés par an pendant 10 ans pour sa croissance.

L'Italie délivrera 69 700 visas de travail en 2022 pour faire face à la pénurie de main-d'œuvre, deux fois plus qu'en 2021, surtout dans les transports, le bâtiment et l'hôtellerie. Ils sont réservés à des ressortissants de pays ayant des accords de coopération avec l'Italie, comme l'Albanie, l'Algérie ou le Bangladesh.

La Suède, qui fait partie des pays avec les règles les plus libérales en matière d'immigration du travail, a durci sa politique après avoir été le pays d'Europe ayant reçu le plus de migrants par rapport à sa population pendant la crise de 2014 et 2015. La lutte contre le travail illégal est une priorité et tout étranger arrivant avec un visa de

CE QU'EN DISENT NOS GRANDS TÉMOINS

« C'est la valeur travail qui est au centre »



Jean-Christophe Revel, 24 ans, infirmier aux urgences, Lyon (Rhône).
Photo DR

« Pour moi, c'est la valeur travail qui est au centre de ce débat sur l'immigration et le manque de main-d'œuvre dans certains secteurs de l'économie. Plusieurs chiffres permettent de mettre en lumière cette discussion : environ 800 000 emplois visibles sont disponibles en France et on dénombre trois millions de chômeurs sans aucune activité. Le travail existe. On ne peut véritablement pas dire qu'il y a une pénurie de main-d'œuvre en France. Il y a de l'offre et de la demande. Seulement la valeur travail doit être au centre de la démocratie. Selon moi, il faudrait une baisse de l'assistanat tout en travaillant à l'amélioration des formations

« Revaloriser les métiers moins qualifiés »



Lucas Aunave, 22 ans, étudiant, originaire de l'Ardeche.
Photo DR

« Les métiers qui manquent de main-d'œuvre sont soit des métiers manuels comme couvreur ou charpentier, soit des métiers très qualifiés comme médecin ou vétérinaire. Concernant les métiers moins qualifiés, nous pouvons faire sans la main-d'œuvre étrangère, mais il faudrait les revaloriser pour les rendre attractifs, inciter les jeunes à se lancer dans la filière après le collège. La revalorisation peut être salariale, ou comporter un avantage en vue de la retraite, car ce sont des métiers très pénibles. Il faut faire très attention à ce que les aides sociales ne permettent pas de s'approcher du montant d'un Smic, sinon, ça n'incite pas à accepter des métiers en tension [...] Pour les médecins, il faut ouvrir encore le *numerus clausus* mais en attendant que cela produise

« On fait souvent des raccourcis »



François Friederich, 64 ans, retraité, du Bas-Rhin.
Photo DNA/F. DELHOMME

« Après une carrière de fonctionnaire européen au Conseil de l'Europe, je peux confirmer que l'immigration est en effet une solution, qui a été encouragée au plan européen depuis plus d'un demi-siècle, puisque la liberté de mouvement des personnes, des biens, des capitaux et des services constitue l'un des fondements de l'Union européenne. De même que l'on se déplace dans un même pays d'une région à l'autre pour trouver un emploi, l'immigration facilite la recherche d'emploi au niveau européen. La question est tout autre s'agissant de l'immigration qui vient d'autres continents, qui est moins bien organisée et moins protectrice des droits des travailleurs. Elle demeure néanmoins l'une des solutions pour faire face à la pénurie de main-

« Rendre les métiers plus attractifs »



Antoinette Pink, 60 ans, en invalidité, domiciliée en Moselle.
Photo RL/G. WIRTZ

« Je ne pense pas qu'il faille faire appel à l'immigration tant que les gens qui seront au RSA, ou au chômage de longue durée et/ou déconnectés du monde du travail, n'auront pas une solution. Ces personnes-là doivent être une priorité. Mais pour ce faire il est urgent de rendre certains métiers réputés ingrats plus attractifs, mieux payés. Pendant des années, on a dit à nos jeunes que pour réussir dans la vie il fallait faire des études, et dans le même temps, les métiers manuels ont été délaissés. Il est donc urgent de revaloriser l'apprentissage pour garantir, à l'issue, un salaire digne. Si toutes ces professions étaient mieux considérées et reconnues en France, on pourrait se passer pour la moitié de travailleurs immigrés. Quand on voit que plus

ET LES CANDIDATS

- **Valérie Pécresse (LR)** veut des quotas d'immigration par pays et par pays votés annuellement.
- **Jean-Luc Mélenchon (LFI)** n'aborde pas l'immigration de travail dans son programme mais il dit à la fois qu'il faut accueillir les immigrés qui arrivent et qu'il vaudrait mieux que les autres restent dans leur pays.
- **Yannick Jadot (EELV)** souhaite une large régularisation sans-papiers, autoriser les demandeurs d'asile à travailler et de visas de travail.
- **Emmanuel Macron (LREM)** a répété qu'une immigration était impossible en décembre 2021 sur TF1 tout en reconnaissant l'échec de l'intégration. Le président sortant a simplifié l'immigration professionnelle, mais il n'a pas voulu régulariser les travailleurs sans papiers en première ligne pendant la crise du Covid-19.
- **Anne Hidalgo (PS)** veut permettre aux demandeurs d'asile de travailler.
- **Eric Zemmour (Reconquête)** veut renvoyer les étrangers travailler après une période de six mois sans emploi et il ne veut pas de régularisation d'un étranger entré illégalement.
- **Marine Le Pen (RN)** veut rendre impossible la régularisation d'un étranger en situation irrégulière et instaurer la priorité nationale pour l'accès à l'emploi.

PARTICIPEZ

À l'occasion de la campagne présidentielle, prenez la parole sur l'espace débat du site Internet de notre journal et de son application. Jusqu'à mardi prochain, exprimez-vous sur ce thème : faut-il reculer l'âge légal de départ à la retraite ? La question divise les candidats : si Philippe Poutou, Fabien Roussel et Jean-Luc Mélenchon veulent l'abaisser à 60 ans, Anne Hidalgo et Yannick Jadot entendent le maintenir à 62 ans, tandis que Valérie Pécresse et Eric Zemmour souhaitent le porter à 65 ans. Quant à Emmanuel Macron, pas encore candidat, il a aussi